

CIBLE

Interventions

Pour augmenter leurs profits, les entreprises françaises et étrangères continuent de licencier à tour de bras.

Parmi celles-ci, Hewlett-Packard. Face à la colère des victimes de la firme américaine et des syndicats, MM. Chirac et Villepin ont entrepris de prouver leur sollicitude.

Le président de la République a interpellé la Commission européenne, qui s'est vite déclarée incompétente. De fait, quand un organisme fait la promotion de la libre entreprise ultra-concurrentielle, il ne saurait l'empêcher de licencier librement !

Le Premier ministre a contre-attaqué en demandant à Hewlett-Packard le remboursement des aides publiques avant de battre une nouvelle fois en retraite : patrons et députés de droite lui ont fait remarquer qu'il est contradictoire de chercher à séduire les entreprises étrangères par l'attractivité ultra-libérale et de les punir si elles appliquent la règle ultralibérale.

M. de Villepin se déclare « interventionniste » et célèbre le « patriotisme économique ». Les salariés licenciés n'y verront que de la gestulation médiatique tant que le gouvernement ne se donnera pas les moyens, radicaux, d'une salutaire réaction.

ENSEIGNEMENT

Les enfants gâchés

Allemagne

**Divine
surprise**

p. 5

Histoire

**Les lions
de 1940**

p. 10

La fin d'une dynastie ?

Le prince Yi Gu, chef de la maison de Corée, frère du roi Sunjong (27^e et dernier roi de la dynastie des Yi), était un petit-fils de l'empereur Kojong. Il est décédé au Japon le 16 juillet dernier d'une crise cardiaque, à l'âge de 74 ans.

A l'issue d'une cérémonie traditionnelle organisée à Séoul au palais Changdok, qui a rassemblé environ 3 000 participants, dont le Premier ministre sud-coréen Lee Hae-Chan qui a prononcé un discours d'hommage, de nombreux membres de la famille royale ainsi que des représentants du gouvernement japonais, le prince a été inhumé à côté de ses parents dans le cimetière royal de Hongneung, à une cinquantaine de kilomètres du centre de Séoul.

Comme quasiment tous les membres de la famille royale, Yi Gu était sorti de la mémoire collective coréenne. Ce divorce remonte à la période de colonisation japonaise (1910-1945), quand la politique était à l'assimilation de la famille impériale coréenne, redevenue royale, au sein de la famille impériale japonaise. Ainsi, le père de Yi Gu, le prince héritier Yongchin (Yi Eun), avait été contraint d'épouser la princesse Masako Nashimoto-miya. Signe de l'im-

portance accordée par le Japon à cette assimilation forcée, la princesse Masako figurait dans la liste des trois princesses promises à Hirohito.

Yi Gu a grandi au Japon, jusqu'à l'âge de 14 ans. En 1945, alors que Syngman Rhee, premier Président de la République de Corée, abolit la monarchie et nationalise la plupart des biens de la famille, Yi Gu quitte le Japon et part s'installer aux États-Unis. Il poursuit ses études au MIT, en architecture, s'installe à New York et épouse une Américaine en 1958. En 1963, le général-président Park Chung-Hee - le pays vit alors une dictature militaire féroce - autorise le retour en Corée des membres de la famille royale coréenne, à la condition que ceux-ci acceptent de vivre confinés au pavillon Naksonjae, dans l'enceinte du palais Changdok. Yi Gu et ses parents décident alors de s'installer à Séoul mais 14 ans plus tard, devant le désintérêt de la population coréenne, Yi Gu décide de s'installer définitivement au Japon. Il divorce en

1982, sous la pression familiale d'après certains observateurs, le couple n'ayant pas d'enfant. Au cours de ces vingt dernières années, malheureux en affaires, Yi Gu menait à Tokyo une vie précaire et vivait en compagnie d'une Japonaise. Il retournait en Corée plusieurs fois par an à l'occasion des fêtes de famille.

Dans la mémoire collective coréenne, la famille royale porte une part de responsabilité dans l'effondrement de la nation coréenne face au colonisateur japonais. Les Coréens reprochent en outre aux membres de la famille royale d'avoir choisi l'exil après 1945, notamment aux États-Unis et au Japon, d'avoir en quelque sorte échappé à la guerre de Corée et de s'être soustraits à l'effort collectif de reconstruction d'après-guerre. Les membres de la famille royale sont perçus comme étant à l'écart du monde capitaliste contemporain. Le contraste est frappant entre leur état de déréliction actuel et la fortune des *chaebols* - les grands capitaines d'industrie - qui ont commencé

de s'enrichir sous la colonisation japonaise et la dictature.

Au terme d'une procédure d'adoption inusitée mais non dénuée de fondement juridique, le défunt étant sans descendance, le conseil de famille de la dynastie Yi a désigné le 22 juillet le nouveau chef de la maison royale coréenne en la personne de Lee Won, 42 ans. Petit-cousin de Yi Gu, arrière-petit-fils du roi Kojong, Lee Won est désormais le fils adoptif du défunt Yi Gu. Juridiquement, cette procédure ne soulève pas d'objection : Yi Gu avait peu avant sa mort signé un engagement ; par ailleurs, le père de Lee Won, qui réside aux États-Unis, a approuvé cette adoption. Cette procédure a toutefois été critiquée notamment par Lee Seok, descendant du prince Uichin (6^e fils du roi Kojong). Chanteur de charme à la mode il y a quelques années, Lee Seok, qui occupe une maison traditionnelle mise à sa disposition par le gouverneur de la province du Jeollabukdo (région du sud-ouest de la péninsule, la moins développée du pays), se sent mis à l'écart et a critiqué cette procédure d'adoption.

La plupart des Coréens, pourtant si fiers de leur histoire, n'ont que peu de considération pour les membres de la famille royale coréenne, en dépit de la tristesse qu'inspire leur vie. Il leur est reproché d'avoir abandonné la Corée, n'ayant pas donné suite à la proposition du gouvernement sud-coréen de retourner s'installer dans la péninsule. Sa maîtrise bien imparfaite du coréen ne pouvait faire de Yi Gu, de surcroît, qu'un incompris.

Jean CISTUDE

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : La fin d'une dynastie ? - p.3 : Baisse des impôts - Les myopes du sérail - p.4 : L'avenir des services publics - p.5 : Echec à Merkel - p.6/7 : Les enfants gâchés - p.8 : Un fasciste distingué - p.9 : Le pari de Sant'Egidio - p.10 : Comme des lions - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : La peur a changé de camp.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Puisque qu'il ne fallait pas le faire, faisons-le...

Il ne devait pas y en avoir, il y en aura. On passera sur la fermeté des intentions et de la politique du gouvernement Villepin. On va donc diminuer les impôts.

L'impôt sur le revenu va être baissé de façon significative pour une tranche de revenus en particulier. Cette baisse est réelle et va profiter aux contribuables qui déclarent 15 000 € de revenus par an, et eux seuls verront leur ponction sensiblement diminuer. Il s'agit de ces fameuses classes moyennes sur lesquelles un système fiscal obsolète et devenu injuste au fil du temps fait peser l'essentiel de l'effort à fournir au plan financier. A priori on devrait se réjouir de cela. Cela semble juste et proportionné.

La deuxième mesure proposée devrait nous alerter pourtant et nous donner à penser que les intentions ne sont peut-être pas aussi bonnes qu'il y paraît. On va limiter la pression fiscale à 60 % du revenu. À première vue, cela paraît déjà beaucoup. En y regardant de plus près l'intention véritable apparaît... On va limiter à presque rien l'intérêt de l'impôt sur la fortune (ISF). Et, contrairement aux assertions de monsieur Breton, ce ne sont pas ceux qui se trouvent en bas de l'échelle qui vont le plus en profiter. La réforme de l'ISF est faite, elle a été faite en catimini, l'ISF est quasi mort...

L'intérêt de l'affaire : satisfaire l'électorat de l'UMP - à peine 15 % de la population - et couper l'herbe sous les chaussures à talonnettes de Nicolas Sarkozy. En voilà de la grande politique ! En voilà de la vision et du projet pour une grande nation ! Jusqu'ici

la politique était faite à la petite semaine, maintenant elle le sera au jour le jour.

Monsieur de Villepin avait été très bon en jugeant irréaliste une baisse des impôts dans un pays où les finances publiques sont dans un tel désarroi. Non seulement on renonce à cette pensée juste et forte mais, en sus, on hypothèque encore un peu plus l'avenir. Le déficit budgétaire chronique, correspondant au montant des rentrées attendues de l'impôt sur le revenu, ne sert plus qu'à assurer le service de la dette. C'est à dire qu'il est parfaitement stérile en terme d'avenir. Cette limitation des impôts et leur baisse concomitante ne sont même pas financées et, quoiqu'il arrive en 2007, ce sera au successeur du Premier ministre actuel de trouver les moyens de régler la note.

Cela fait longtemps maintenant que nous militons activement pour une vraie réforme fiscale, seule susceptible de donner à notre pays les moyens de ses besoins, de son développement et destinée à permettre, par une plus juste répartition des charges, de sortir l'État de sa misère.

On sait qu'il ne faut plus compter sur ce gouvernement pour régler la question. Pendant ce temps, la fiscalité locale continuera d'exploser parce que l'État ne fait plus face. Alors ? Alors, à quand la grande révolte fiscale ?

Pascal BEAUCHER

Les myopes du sérail

La banalyse est la méthode qui consiste à ramener les phénomènes nouveaux et inquiétants à des schémas anciens et parfaitement banalisés. Le travail se fait à l'aveuglette, entre gens de bonne compagnie.

Pas de doute, ça sent le sapin ! Non seulement la classe dirigeante ne veut plus regarder les choses en face - alors qu'elle s'était donné voici vingt ans cette mission sacrée - mais elle recompose la réalité pour s'éviter la douleur de penser à tout ce qui fâche.

Toute analyse produite par les grands experts doit aboutir à un retour à la normalité confortable, aux banalités qui permettent de se persuader que rien ne change pour soi-même dans le monde qui bouge.

Ce que j'ose nommer *banalyse*, dans un élan créatif qui ravira une fois de plus mes lecteurs, est le procédé caractéristique d'une classe dirigeante qui perd le contrôle de la situation : dans le sérail, on procède aux recompositions fictives de ce qui se décompose effectivement.

Prenons l'exemple des élections allemandes du 18 septembre. Une majorité de citoyens allemands a voté pour les différentes formations de gauche (le nouveau Parti de gauche, les sociaux-démocrates et les Verts (1) soit 334 sièges, contre 286 pour la CDU-CSU et les libéraux du FDP) ce qui signifie que le peuple allemand refuse l'ultra-libéralisme aussi nettement que les Français l'ont fait le 29 mai dernier.

Les oligarques de droite et de gauche et leurs chiens de garde médiatiques ont nié ce fait majeur, en excluant de la gauche le parti d'Oskar Lafon-

taine et de Gregor Gysi : le *Linkspartei* ne serait qu'un groupe populiste, communiste (Lafontaine est tout simplement un socialiste keynésien) et extrémiste. Rayer d'un trait de plume un parti authentiquement socialiste (dont le poids dépasse celui des Verts), voilà qui permet d'en revenir au scénario connu de la *grande coalition* sans plus s'inquiéter de la révolution antilibérale qui gronde en Allemagne comme en France.

En France ? Si le regard altier de Valéry Giscard d'Estaing tombait sur ces lignes, il me répondrait (faisons un rêve cocasse) que la France n'a pas vraiment voté contre sa prétendue *Constitution*. « C'est la faute à Chirac si les Français ont voté Non », a-t-il récemment déclaré lors d'une convention sur l'Europe organisée par Nicolas Sarkozy. Et d'ajouter que « la première partie proprement constituante [de son factum] a été à peine contestée ». C'est ainsi que l'on annule avec un parfait mépris la décision du peuple souverain, avant de laisser entendre que les Français pourraient être appelés à voter après 2007 pour avouer leur bêtise et effacer leur rature.

S'ils s'obstinent, ces oligarques, à faire de nous des zéros, le train leur en cuira en France comme en Allemagne.

Sylvie FERNOY

(1) On lira avec grand intérêt le commentaire d'Édouard Husson dans *Le Figaro* du 23 septembre.

L'avenir des services publics

Avec la fermeture de nombreux services publics en zone rurale, on assiste actuellement à une relance de l'expérimentation pour de nouvelles formes d'accès aux services publics dans les territoires.

Après la *gouvernance*, la *démocratie de proximité*, l'*expérimentation*, la *contractualisation*, la *territorialisation*, la *coopération*, la *mutualisation*, la *phraséologie libérale* s'enrichit des *services marchands de proximité*, *P.I.M.M.S.* (Points d'Information Médiation Multiservices) et réseaux.

Engagée en juillet 2003 par l'ancien ministre de l'Aménagement du Territoire, Jean-Paul Delevoye, dans quatre départements pilotes (Charente, Corrèze, Dordogne, Savoie), l'expérimentation sera étendue à dix autres départements volontaires (Cher, Creuse, Hautes-Alpes, Haute-Marne, Oise, Manche, Mayenne, Somme, Haute-Corse, Corse-du-Sud).

Cette *expérimentation* résulte d'une convention tripartite entre l'État, l'association des Maires de France et quinze opérateurs nationaux de services publics (parmi lesquels La Poste, la S.N.C.F., l'A.N.P.E., France Télécom...) et elle est placée sous la responsabilité du Préfet. Elle a pour objectif de repenser l'organisation des services publics.

Un avenant à cette convention préconise quatre orientations nouvelles :

- la territorialisation des démarches au niveau des bassins de vie ou d'emploi ;

- l'approfondissement des coopérations et des mutualisations entre les réseaux ;

- la coopération entre les secteurs publics et privés pour renforcer l'offre de services au public, dont les services marchands de proximité ;

- la pérennité des modalités de financement des solutions expérimentées.

Pour compléter son dispositif, l'État a également signé une convention avec l'Union des P.I.M.M.S., qui pourra, à la demande des préfets, apporter son expertise pour concevoir l'expérimentation locale.

On rappellera à ce propos que :

- le concept des P.I.M.M.S. a été élaboré à l'initiative de plusieurs opérateurs de services publics (La Poste, E.D.F., G.D.F., France Télécom, la Générale des Eaux, Kéolis, et la S.N.C.F.), qui ont déposé ce label. (quinze P.I.M.M.S. existent aujourd'hui, dont sept en Rhône Alpes).

- environ deux cents structures sont fédérées dans le réseau des Maisons de Services Publics (A.P.E.M.-S.P. : Association nationale du réseau d'acteurs des Plats formes, Espaces et Maisons de Services Publics)

Cette dernière convention est vivement critiquée, précisément par l'A.P.E.M.-S.P., qui dénonce la limitation et l'uni-

vocité des expérimentations actuelles, notamment à la sphère marchande, sous couvert de labellisation (communiqué du 2 décembre 2004).

Enfin, on notera que La Poste et la S.N.C.F. ont conclu un protocole de coopération permettant à La Poste de vendre dans certains bureaux les billets de la S.N.C.F. !

Un projet de loi sur les territoires ruraux est actuellement en débat au Parlement, tandis que la Conférence nationale sur les services publics en milieu rural réunissant (17 février 2005) l'État, les associations d'élus et les entreprises concernées sans susciter l'enthousiasme des élus locaux, devait remettre son rapport en juillet.

L'association des Maires de France souhaite que ses travaux débouchent sur des contrats d'objectifs entre les collectivités et les grands opérateurs publics (comme La Poste), avec un effort financier de l'État.

D'un point de vue candide et idéaliste, ces *réorganisations* devraient permettre de :

- réaliser des économies d'échelle, tout en élargissant l'accès des services publics aux usagers en termes de plages horaires, d'offres de services dans une même unité de lieu, à condition de prévoir pour les personnes en difficulté devant se déplacer d'une

commune à une autre, tout au moins la gratuité des transports (personnes âgées, chômeurs, étudiants...) ou l'accès aux services publics à domicile, par une aide sociale appropriée (personnes handicapées, dépendantes...) ;

- enrichir la formation et la compétence des personnels du service public, pour une plus grande polyvalence professionnelle.

Dans la réalité, sous prétexte de réorganisation et de rationalisation des services publics, c'est précisément la notion de proximité qui disparaît et la privatisation rampante des services publics qui apparaît, avec le remplacement des fonctionnaires (ou agents publics assimilés) par du personnel contractuel de droit privé ou des prestataires extérieurs privés conventionnés. Au final, l'usager est transformé en client.

Il est urgent de défendre le service public, ses qualités et ses compétences, mais aussi sa capacité à s'autoréformer de manière efficace, sans nécessairement recourir à des moyens détournés, extérieurs à la sphère publique - ceux de la sphère marchande et de la recherche immédiate du profit.

Il faudra suivre attentivement le projet de Jacques Barrot, commissaire européen aux transports, qui entend réviser le règlement relatif aux contrats de service public dans les transports (rail et route), dont l'objectif affiché est de libéraliser le secteur tout en instituant des obligations de service public particulièrement pour la R.A.T.P. et les lignes régionales de la S.N.C.F.

En rejetant le *traité établissant une constitution pour l'Europe*, le peuple français a décidé de défendre le service public à la française dans le respect des principes républicains qui le régissent. Ceux qui continuent de sacrifier au dogme de la *libre concurrence* nient la volonté populaire. Ils s'exposent à de nouvelles et très vives réactions.

Denis CRIBIER

Échec à Merkel

L'échec d'Angela Merkel qui n'a pas réussi à battre le chancelier Schröder est une divine surprise pour la France. Ce Non allemand est du même ordre que les Non français et néerlandais.

Le résultat des élections allemandes du 18 septembre est la meilleure chose qui soit arrivée à la France depuis longtemps. Bien entendu cela vaut pour le président Chirac qui avait su nouer avec le chancelier Schröder une relation confiante, ce qui n'était pas évident au début, mais dont on s'est aperçu de la force quand on a craint de la perdre. Il n'y avait aucune chance de pouvoir la recréer avec la fille de pasteur qui ne risquait pas de se prêter aux accolades chaleureuses et aux parties de bière.

Cela vaut pour Villepin car le seul homme politique français qui espérait quelque chose de Mme Merkel était Sarkozy, dont elle se serait méfiée tout autant car son puritanisme ne s'accommodait pas de la médiatisation que pratique ce dernier.

Cela vaut pour les sociaux-démocrates français qui découvrent tout à coup dans le SPD un modèle à suivre, le meilleur connaisseur de l'Allemagne au PS (Strauss-Kahn) devant s'en trouver favorisé.

Mais ceci n'est que de la politique politicienne.

La panique du président de la Commission européenne à Bruxelles, le Portugais Barroso, comme celle des patrons d'outre-Atlantique, nous révèle la taille de l'enjeu. Le résultat allemand est à cet égard du même ordre que celui des référendums français et néerlandais sur le traité constitutionnel. C'est un mou-

vement qui transcende d'ailleurs le vote non et le vote oui, le vote libéral et le vote réformiste, car il va bien au-delà : c'est typiquement un coup d'arrêt clair et décisif à l'américanisation à tout-va de la construction européenne, à ses inflexions reaganienne hier, bushiste ou néo-conservatrice aujourd'hui.

Le dirigeant qui saura rassembler autour de ce thème, sans qu'il soit jamais avoué comme tel, gagnera les élections pratiquement partout à travers l'Europe.

En juin dernier, autour de l'anniversaire de Waterloo, on redoutait Blücher (*Royaliste* spécial-été n° 864). Les Saxons cette fois sont venus à notre rescousse. Ils ne nous ont pas fait défaut. Ils ouvrent un boulevard à une coopération renforcée franco-allemande à la gouverne de l'Union. La présidence européenne de l'Allemagne en 2007 qui devait nous être fatale et improductive pour l'Europe se transforme soudain en un tremplin pour la nouvelle présidence française, quel que soit son bénéficiaire. Les électeurs allemands ont ressenti inconsciemment ou intuitivement qu'ils ne pouvaient pas lâcher les Français, ni pour les Américains ou les Britanniques ni pour un mythe *Sonderweg*. Le réflexe qui a joué au profit de Schröder est venu du tréfonds, et, au plus profond, les Allemands ont trouvé la France. Il n'y a pas d'autre voie. Merkel et Stoiber ont commis une grave erreur en insinuant le

doute sur l'avenir du couple franco-allemand.

Autant dire que cette épreuve de vérité nous impose des devoirs. La France ne peut ignorer ou méconnaître le sens profond du NON allemand qui rejoint celui du 29 mai et du 1^{er} juin. L'Allemagne a choisi de se ranger aux côtés de la France et des Pays-Bas pour une autre Europe. Quels que soient les choix de l'époque, il reste à construire celle-ci. Heureusement nous ne sommes plus seuls. La France n'est pas seule en Europe. Elle peut s'appuyer sur le dynamisme renouvelé du chancelier Schröder.

Il faut définir au plus vite les linéaments de la nouvelle entente franco-allemande pour une autre Europe. À eux deux, Schröder et Chirac peuvent se moquer des frimas bruxellois. Ils ont la capacité ensemble de faire plier Francfort, la Bourse et le Patronat. Ils peuvent renverser la vapeur et faire servir le budget européen et l'euro au développement de leurs économies nationales. C'est même la seule voie pour accomplir les réformes, pour débloquer ce que Bruxelles a bloqué, pour remettre sur ses pieds le principe de subsidiarité détourné par le projet de traité constitutionnel.

Il est normal que l'on se frotte les yeux tant le résultat est inattendu. Mais la divine surprise issue des urnes entre le 29 mai et ce 18 septembre est trop incroyable pour que l'on ne se mette pas à croire que l'Europe est parvenue à un tournant historique. À ses responsables de le comprendre et de saisir cette occasion unique.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **MAROC** - Le roi Mohammed VI vient de procéder dans la province de Tétouan au lancement de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH). La première phase de cette initiative, dont le coup d'envoi a été donné à Fnideq, se décline en quatre programmes, dont deux ciblés, à savoir le programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural, ciblant 360 communes rurales parmi les plus pauvres et le programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain, ciblant 250 quartiers urbains parmi les plus défavorisés.

Au niveau de la province de Tétouan, cette tranche porte sur la réalisation de 53 projets sociaux qui bénéficieront à deux villes, 16 communes rurales et 40.000 personnes et vise au décollage socio-économique de cette région. Ceci répond aux vœux des populations en plaçant le citoyen au centre des préoccupations des pouvoirs publics tout en permettant à la société civile de se prendre en charge en s'impliquant davantage dans le choix de ses programmes de développement.

♦ **BHOUTAN** - À l'occasion de l'intronisation du nouveau Premier ministre, le roi Jigme Singye Wangchuck s'est félicité du bon fonctionnement des institutions depuis qu'en 1998 le pouvoir exécutif a été remis entre les mains d'un conseil des ministres élu. Le roi a également indiqué que la consultation nationale sur le projet de Constitution devrait maintenant avoir lieu rapidement. Le texte du projet a été largement distribué dans la population et le roi a déclaré : « *qu'il était important que le peuple comprenne clairement quelles étaient ses responsabilités et que chaque citoyen soit capable de comprendre l'importance de cette Constitution et prenne une part active au processus électoral* ».

♦ **CONGO** - Les cérémonies pour la réinhumation des restes de Savorgnan de Brazza à Brazzaville en octobre doivent se tenir en présence du roi des Téké. Mais lequel ? On se rappelle (voir *Royaliste* n° 855) qu'un conflit était né au moment de la succession du 16^e Makoko, roi des Téké. Les grands électeurs traditionnels avaient désigné Auguste Nguempio comme souverain alors que quelques dissidents, soutenus par le président Denis Sassou Nguesso, en avaient nommé un autre, Maurice Intsilambia. Depuis, malgré une tentative de négociation menée par la reine Ngalifourou, dépositaire des attributs du pouvoir avant l'élection du nouveau monarque, la situation est inchangée. Derrière ce conflit se cache un enjeu de pouvoir pour Sassou Nguesso : les Téké représentent 40 % des 3 millions de Congolais et bien que le roi n'ait qu'un rôle symbolique son soutien est capital en période électorale.

Les enfants gâchés

Agrégée de Lettres modernes, Natacha Polony enseigne dans un établissement supérieur. Chargée des questions d'éducation à *Marianne*, elle a récemment consacré un ouvrage à la *fracture générationnelle*. Alors que le système est censé assurer le développement spontané des enfants, le discrédit des institutions, des méthodes et des métiers qui assurent la transmission de la culture commune et des savoirs, condamne toute une partie de la jeunesse à subir les pulsions de la « société de communication » et les aléas du travail dérégulé.

■ **Royaliste** : Le titre de votre livre fait bien sûr référence à votre expérience d'enseignante.

Natacha Polony : Oui. Avant d'être journaliste, j'ai été professeur de français, envoyée après l'agrégation comme beaucoup d'autres dans un lycée de ZEP...

On m'a dit que *Nos Enfants gâchés* était un titre pessimiste mais je ne regrette pas mon choix. Il ne faut plus se bercer d'illusion : nous sommes confrontés à une fracture générationnelle. Cela signifie que des jeunes de moins de 25 ans semblent vivre dans un monde qui n'a rien à voir avec celui de leurs aînés. Les jeunes générations sont totalement acculturées, ce qui provoque une rupture dans la société. Telle est la question qui est au cœur de mon livre.

Or il suffit de la poser pour susciter des réactions épidermiques. Dès qu'on commence à parler des jeunes et à émettre quelques critiques sur la formation et les compéten-

ces de ces jeunes, on est accusé d'être réactionnaire. Mais comment être lucide si l'on déclare d'emblée que les jeunes sont l'avenir et qu'ils incarnent la modernité en marche ? Si l'on ne dit pas que les jeunes sont merveilleux, ce qui est flatteur pour la génération des parents qui formule cette opinion, on est rangé parmi les défenseurs nostalgiques d'un *ordre scolaire révolu* comme l'écrivait *Le Monde* il y a quelques mois. Bien entendu, l'ordre scolaire fait implicitement référence à l'ordre moral, au pétainisme, etc.

Il semble impossible de faire accepter une idée très simple : la situation présente n'est pas forcément ce qu'il y a de meilleur. Cela ne signifie pas qu'il faille retourner en arrière : autre chose est à inventer.

■ **Royaliste** : À partir de quel constat ?

Natacha Polony : Je me suis appuyée sur des témoignages,

qui ne sont pas seulement ceux d'enseignants : un médecin, un vigneron, un patron de PME... J'ai demandé à chacun ce qu'il pensait des jeunes qui arrivaient sur le marché du travail et j'entendais toujours les mêmes mots : *c'est une catastrophe*.

Une catastrophe à cause de l'orthographe, du comportement général, totalement impulsif, de ces jeunes. Il est vrai que tous les jeunes Français ne sont pas catastrophiques - sinon la société serait déjà détruite. Mais ceux qui se heurtent à l'inculture de nombreux jeunes ne peuvent même pas s'en inquiéter publiquement car ils sont immédiatement dénoncés comme réactionnaires.

Il faut pourtant regarder en face cette fracture dans les références, dans les principes, dans le rapport au travail - et se demander pourquoi elle est aussi nette dans certains métiers. Précisément : ceux qui ne sont pas mis sur le

devant de la scène par la société de communication. On valorise le métier de cadre, surtout s'il s'exerce sur un plan international, alors les médecins, les artisans, les commerçants, les entrepreneurs en bâtiment... sont rangés parmi les gens qui exercent un métier *passéiste*.

■ **Royaliste** : Quel est le point commun entre les métiers réputés *passéistes* ?

Natacha Polony : Les métiers qui impliquent la transmission d'un savoir. Ce n'est donc pas un hasard si la fracture générationnelle apparaît dans ces métiers-là. Le savoir et le savoir-faire sont transmis d'un ancien à un jeune. Or il faut que les jeunes soient préparés à recevoir cet enseignement pratique, ce qui n'est pas le cas. À l'école, lorsqu'ils écoutent la radio, regardent la télévision et absorbent les messages de la publicité, les adolescents sont incités à se tourner vers les métiers réputés d'avenir - qui sont ceux de l'innovation permanente, de la *créativité*.

Dans l'imaginaire collectif, et plus particulièrement dans les modèles diffusés par l'école, l'homme nouveau est présenté comme un individu adaptable, ouvert aux nouvelles technologies et pratiquant l'anglais de communication - en bref tout ce qui a été mis en valeur par le rapport Thélot

sur l'avenir de l'école. Or les métiers du *management* et de la communication véhiculent une conception strictement utilitariste des rapports entre les générations qui aboutit à un jugement négatif : il n'y a pas grand chose à attendre des anciens puisque la modernité est changement, mouvement, adaptation à l'immédiat.

■ **Royaliste : Ce refus de la transmission est-il sans précédent ?**

Natacha Polony : Non, mais ce rejet total est très rare dans l'histoire de l'humanité. Je ne vois pour ma part que deux précédents : le nazisme et le maoïsme. Les jeunes hitlériens ou les jeunes Gardes rouges avaient pour mission de jeter toutes les valeurs du passé dans les poubelles de l'histoire car les traces du passé rappelaient qu'il avait existé autre chose, une société toute différente de celle que *l'empire de mille ans* prétend édifier.

Dans notre société, évidemment très différente de l'Allemagne nazie et de la Chine communiste, l'idéologie dominante prescrit le rejet de tout le passé et proscriit par conséquent la transmission en tant que telle. C'est ainsi que nous avons fabriqué des barbares modernes, c'est-à-dire des individus qui ne se sentent pas reliés à la civilisation.

■ **Royaliste : On vous dira que la querelle des Anciens et des Modernes a toujours existé !**

Natacha Polony : Sans aucun doute. Mais pour que cette querelle existe, il faut que les modernes connaissent les idées des anciens et choisissent de prendre parti contre eux.

Aujourd'hui, il n'y a pas de querelle : la jeune génération dont je parle ne vit pas dans le même monde que nous, elle n'a rien à en dire puisque le monde qui a précédé n'existe pas. Dans mon livre, je cite le cas de cet étudiant à qui je parlais du Front populaire et qui me répondait que cela ne l'intéressait pas parce que cela datait d'avant sa naissance. Cette réaction est fréquente,

quant aux événements historiques. Beaucoup de jeunes estiment que le passé est *moins bien*, que nous vivons dans un monde parfait et les critiques de la société moderne provoquent des mouvements de rejet.

Nous avons affaire à une génération culturellement spontanée, qui n'est venue de rien, qui ne s'inscrit pas dans une généalogie et qui par conséquent n'envisage pas la construction d'un avenir.

■ **Royaliste : Comment en sommes-nous arrivés là ?**

Natacha Polony : Ce n'est certainement pas l'effet d'un complot ! Autrefois, il existait une culture commune transmise par différentes institutions (les églises, les familles,



l'armée, les divers milieux professionnels, les partis et les syndicats...) qui permettaient aux divers individus de sentir qu'ils appartenaient à un même monde. Mais ces institutions ont été détruites les unes après les autres, par divers moyens et pour diverses raisons. L'école reste aujourd'hui la seule institution capable de transmettre. Et c'est justement parce qu'elle est la dernière qu'elle est surinvestie : on lui demande de tout transmettre : elle doit donner du sens à la place des églises, elle doit éduquer à la place des familles etc. Comme on demande beaucoup trop à l'école, on l'empêche de jouer son rôle, qui est seulement de transmettre la culture scolaire.

■ **Royaliste : Comment définissez-vous cette culture scolaire ?**

Natacha Polony : C'est cette part de l'héritage humain - scientifique, historique, littéraire - qui est constitué de savoirs vérifiés et universels. Le rôle de l'école est tout simplement de transmettre à des enfants des savoirs vérifiés : ce n'est pas d'aider les jeunes gens à s'épanouir, de les aider à exprimer des opinions - ce qu'ils feront ensuite - c'est de leur donner les bases très construites et très précises.

On a estimé que cette manière de transmettre le savoir était trop rigide et détruisait les identités. De fait, à travers son école, chaque pays transmet plus qu'un savoir : un univers national, une civilisation. Le rôle de l'école est de transmettre à l'enfant une culture institutionnelle, ce

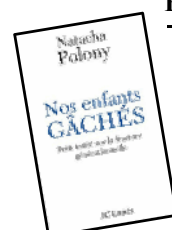
on répète que la littérature classique et les langues anciennes ne servent à rien. Comme s'il était inutile de connaître, par exemple, la tradition de l'humanisme européen...

Par ailleurs, je ne plaide pas pour un empilement des savoirs : je cite une critique des années trente qui écrivait : « *Je ne demande pas à un honnête homme de savoir le latin, il me suffit qu'il l'ait oublié* ». Il ne s'agit pas d'accumuler des connaissances, mais d'avoir l'esprit formé par ces connaissances. Le système scolaire français a toujours été fondé sur les humanités car on estimait que les réflexions que l'on trouve chez Aristote et chez Montaigne sont tout aussi profondes que les idées exprimées par des auteurs contemporains. C'est cela que nous avons oublié, et ce que nous n'apprenons plus, c'est ce qui nous fait appartenir à l'humanité.

Quand on enseigne Homère, on enseigne la première œuvre écrite de notre civilisation : ce n'est pas une œuvre de langue française, mais elle nous appartient, elle est notre patrimoine au sens propre - ce qui a été légué par nos pères.

J'observe que le refus de ce patrimoine est commun à la droite et à la gauche, qu'il y a alliance objective entre les gestionnaires et les idéologues. Cette alliance montre que la destruction de l'institution scolaire ne relève pas de la fatalité mais qu'il est l'effet d'une action délibérée. Il faut, comme je le propose dans mon livre, résister à cette fausse fatalité et construire une école républicaine et humaniste, qui réalisera l'idéal d'égalité proclamé par Condorcet mais qui n'avait pas été atteint.

Propos recueillis par B. La Richardais



Natacha Polony
Nos enfants gâchés

prix franco : 16 €

Élites

Un fasciste distingué

Sociologue, François Dupuy a l'avantage d'avoir enseigné pendant dix ans dans des écoles pour cadres en Europe et aux États-Unis. Sa connaissance du milieu est très précise et les conclusions de son enquête tout à fait remarquables.

L'examen clinique de la « fatigue des élites » (1) conforte les observations que nous avons faites dans ces colonnes sur les diverses manières par lesquelles les cadres de tous rangs expriment leur révolte contre le système ultra-concurrentiel.

Pendant les années d'expansion, les cadres se regardèrent et furent regardés comme les agents dynamiques de directions d'entreprises réellement entreprenantes. Ils bénéficiaient de bons salaires, d'une presse miroir, d'un efficace groupe de pression. Ils se considéraient comme des alliés des patrons, étrangers aux luttes des autres salariés...

Mais rien ne va plus. Les cadres connaissent désormais la souffrance au travail, l'angoisse du chômage, l'exploitation et les humiliations – celle, par exemple, d'avoir à parler sans toujours la comprendre la langue de bois managériale.

Pour le moment, leur résistance est passive et les patrons se moquent de leurs états d'âme sans voir qu'ils ont perdu un groupe tampon efficace en cas de conflit. Les cadres rejoignent dans leur lutte l'ensemble des salariés. Les chefs sont désormais seuls, exposés à subir la violence qu'ils ont provoquée.

Jacques BLANGY

📖 (1) François Dupuy - « *La fatigue des élites, Le capitalisme et ses cadres* » - La République des Idées, Seuil, 2005 - prix franco : 11 €.

Ernest Jünger est un fasciste allemand qui se distingue par son œuvre écrite, un fasciste mondain qui évoluait avec distinction dans les salons de la Collaboration, un fasciste esthète distingué par un parti de dévots parisiens.

Longtemps, Ernst Jünger représenta pour moi une des figures du bon Allemand. Sans avoir lu ses *Orages d'Acier*, je reprenais l'appréciation favorable d'un soldat français de la Grande Guerre et saluais l'auteur avec d'autant plus d'amabilité que les troupiers de Guillaume avaient été battus à plates coutures.

Puis un professeur de philosophie me présenta *Sur les Falaises de marbre* comme un chef d'œuvre de la littérature antinazie et je lus avec admiration l'histoire terrifiante du Grand Forestier qui règne sur la « forêt primitive ». Un officier allemand de tradition dénonçant Adolf Hitler en 1939, voilà qui ajoutait un bien beau portrait à la toute petite galerie des Allemands lucides et courageux...

Hélas ! Avec sa belle tête de soldat et ses mines de vieux sage, Ernst et ses adorateurs français ont floué tous ceux qui, comme moi, tentaient de renouer des liens avec l'Allemagne. Après lecture de l'ensemble de l'œuvre de Jünger, un spécialiste de la littérature allemande du siècle dernier (1) démontre que le valeureux combattant de la Grande Guerre, l'élégant capitaine de la Wehrmacht qui défilait dans Paris occupé, fut un théoricien du fascisme, un complice d'Hitler qui se mua en aristocrate désinvolte puis en esthète épris de plantes et d'abeilles.

Est fasciste, l'apologie de la guerre comme creuset d'une nouvelle race de héros voués à construire, par la *mobilisation totale*, le monde nouveau.

Est fasciste, l'appel à fonder ce monde sur la communauté du sang, la fraternité violente, la haine de la raison, la négation de la liberté.

Est fasciste, la glorification du *Travailleur* comme instrument de la mobilisation totale, antidémocratique et antimarxiste, en vue de la *Domination*.

Il est vrai que Jünger critiqua les nazis, non pour leur idéologie mais parce qu'ils se plaçaient sur le terrain électoral ! Mais avant la guerre Jünger puise dans le langage nazi aussi abondamment que Martin Heidegger et les *Falaises de marbres* peuvent être décryptées comme un manifeste anti-russe et anticomuniste avec des ambiguïtés dont l'auteur se servira pour démontrer qu'il n'était pas hitlérien. Pourtant, comment expliquer que ce prétendu texte de résistance au nazisme ait été publié par un éditeur nazi et réédité à six reprises ? Si Hitler avait simplement jugé que Jünger était intouchable, ses services de propagande auraient-ils soutenu à ce point l'ouvrage et conseillé sa traduction - qui paraît en France en 1942 ?

Certes, comme beaucoup d'autres officiers allemands, Jünger prend ses distances

lorsque le III^e Reich est mis en échec. Mais son opposition reste au niveau des réserves exprimées dans un cercle d'amis sûrs. Elle ne l'empêche pas d'être un artisan de la politique de collaboration, qui traite avec bienveillance les Français vaincus - à condition qu'ils soient du grand monde - et qui se réjouit de l'émoi que sa belle gueule provoque chez Cocteau et Jouhandeau.

Michel Vanoosthuyse montre que Jünger se distinguait des nazis par son aristocratie et ses poses d'artiste délicat. Mais son esthétisme est et reste fasciste : il a toujours méprisé le peuple - y compris le peuple des conscrits allemands et les basses classes hitlériennes - regardé comme une masse aussi indistincte qu'une fourmilière. Son idéal est celui de la *chevalerie*, sa morale celle de l'*honneur*, son milieu celui des reîtres titrés et galonnés - ce qui ne l'empêche pas de camoufler lâchement ses idées premières, de gommer en douce la part insoutenable de ses écrits pour se livrer, le grand âge venu, à des minauderies écologisant...

Au nazisme *philosophique* de Martin Heidegger s'ajoute le fascisme *littéraire* d'Ernst Jünger - tous deux objets d'un culte pratiqué par des dévots qui ne veulent pas voir que la nazification de la pensée française et européenne n'a pas cessé après la chute de Berlin.

Maria DA SILVA

📖 (1) Michel Vanoosthuyse - « *Fascisme et littérature pure, La fabrique d'Ernst Jünger* », Préface d'Isabelle Kalinowski, Agone, 2005, prix franco : 24 €.

Le pari de Sant'Egidio

Il y a quelques jours à Lyon se tenait un rassemblement tout à fait inédit dans notre pays, à l'initiative de la communauté Sant'Egidio. Des représentants de toutes les religions du monde se trouvaient, en effet, réunis, avec des politiques, des intellectuels et en présence d'un public nombreux et attentif. Il ne s'agissait de rien moins que de construire la paix entre les peuples et les religions. Vaste programme, on en conviendra, démesuré aux yeux de beaucoup, mais qui trouvait un début de crédibilité dans le caractère fraternel d'un colloque polyphonique où la pluralité pouvait s'exprimer dans un réel climat de connivence. Ce qui ne signifiait sûrement pas que les difficultés multiples qui opposent autour du globe les hommes d'aujourd'hui aient été en trois jours dénouées. Lorsque, ces difficultés n'étaient pas explicitement évoquées elles s'énonçaient dans le non-dit des interlocuteurs, portant à leur corps défendant le poids d'héritages séculaires. Mais dans le simple effort de se parler et de rechercher farouchement ensemble les bases d'une civilisation commune, se révélait le pari qui depuis une vingtaine d'années mobilisait les militants de cette étonnante communauté.

À l'origine de Sant'Egidio – du nom d'un couvent du Trastevere, ce vieux quartier de Rome – un groupe de lycéens, qui autour de 1968 veut vivre sa foi d'une façon qui n'ait rien à envier à l'incandescence militante de l'époque, dont la tonalité est plutôt gauchiste. Le service du pauvre le plus concret est prioritaire : aide aux gosses des banlieues déshéritées, aux vieillards abandonnés, aux affamés et aux sans-logis. Le contact exceptionnel qui va se nouer avec Jean-Paul II en 1978 déterminera un nouvel élan. Le pape confie à Sant'Egidio la belle basilique Sainte Marie de Trastevere, ce qui lui confère une visibilité supérieure. Surtout en 1986, avec la première rencontre inter religieuse d'Assise, Andréa Riccardi, un de ses principaux fondateurs et animateurs se lance avec ses amis dans une aventure pour laquelle, a priori, il n'est nullement préparé. Sauf que ces militants éprouvés possèdent intérieurement ce qui est censé déplacer des montagnes. Le pape trace la voie d'une réconciliation universelle à travers le dialogue inter religieux. Sant'Egidio entend poursuivre l'entreprise par tous les moyens, y compris les plus audacieux.

C'est ainsi que Riccardi et les siens vont se lancer dans l'action diplomatique sur les terrains les plus chauds, dans le but avéré de mettre fin à des conflits sanglants. Par exemple, ils interviennent dans la guerre civile qui désole le Mozambique. La présence à Lyon du président Armando Emilio Guebuza signifiait la reconnaissance explicite pour le service rendu par Sant'Egidio dans la mise en route d'un processus de réconciliation qui aboutit réellement. Certes, l'échec d'une tentative similaire en Algérie, bien que le gouvernement algérien et le FIS se soient rendus à Rome et aient même signé un accord, a été durement ressenti par les intéressés, d'autant que ce fut l'occasion d'une offensive

contre la communauté, son incompétence ou sa prétendue concurrence avec la diplomatie vaticane. N'empêche que les liens tissés à travers le monde, l'habitude contractée de se réunir chaque année dans une grande ville afin de poursuivre le dialogue ont consacré Sant'Egidio comme un lieu privilégié d'explication et de réconciliation.

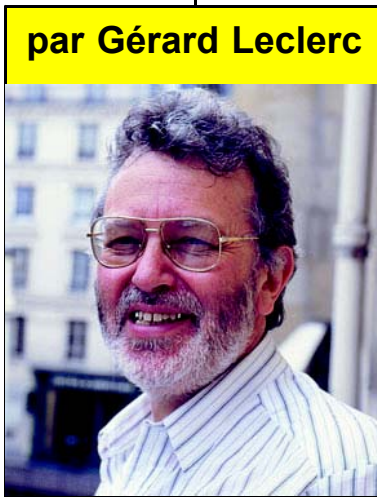
Lyon 2005 en apportait la démonstration, notamment au cours de la belle cérémonie de conclusion dans le théâtre antique de la colline de Fourvière, avec le spectacle contrasté de tous ces dignitaires religieux symbolisant la diversité humaine des cultures, des sagesses et des croyances. La présence des politiques attestait leur appréciation positive du phénomène. Un siècle après la loi de séparation, c'est comme si le climat d'affrontement avait disparu avec la reconnaissance du facteur religieux comme central dans la vie sociale. La laïcité n'était plus ignorance, encore moins hostilité à son égard. Mieux encore, on reconnaissait que les religions pouvaient définir entre elles un terrain d'entente et que le politique devait admettre que tout ne se passe pas dans son orbite, même si sa puissance d'arbitrage demeure impérative. Certes, les préventions demeurent, comme le contrait une polémique ouverte par la libre pensée contre le financement public d'une telle rencontre, alors que la gauche et la droite avaient soutenu ensemble le projet.

Comment caractériser ce domaine nouveau du dialogue inter religieux ? Ce n'est pas si évident, si l'on songe aux risques réels de dérapage idéologique ou doctrinal. Ni le relativisme, ni le syncrétisme ne peuvent être admis comme chemins de réconciliation. Au demeurant Sant'Egidio demeure une communauté catholique fervente, nullement disposée à remanier sa foi en fonction d'un unanimité mondiale ou d'une humanité mutante. Andréa Riccardi le rappelait à Lyon : « *Nous ne croyons pas en une conciliation à l'amiable, à un relativisme bon marché, à la création en laboratoire*

de vérités toutes faites, bonnes pour tous. » L'élément commun du dialogue tient dans le refus de l'hégémonie et l'identification du religieux comme voix de l'homme intérieur ou de l'âme *désarmée* à l'image du frère Roger, le fondateur de Taizé, mort dans les circonstances que l'on sait.

Sans doute cela peut-il paraître idéaliste au regard des violences de la planète qui plaideraient plutôt en faveur de la plausibilité du choc des cultures et des religions. C'est précisément pour cette raison que Jean-Paul II avait imaginé la rencontre d'Assise. L'affrontement pouvait laisser place à une autre dimension propre à l'homme intérieur que Riccardi illustre avec le grand mystique orthodoxe, Séraphin de Sarov : « *Acquiers la paix en toi et des milliers la trouveront autour de toi* ». De ce point de vue, il n'est pas possible d'ignorer ce qui s'est passé à Lyon, après que tous aient prié selon leurs rites particuliers. La lente descente de Fourvière, rassemblant le long cortège de la diversité du monde offrait une image différente et au moins l'hypothèse d'une humanité réconciliée par la quête du spirituel. Les trois jours de discussion qui avaient précédé démentaient la thèse d'un spiritualisme évanescant, ignorant des conflits quotidiens qui continuent à tisser notre histoire. Du moins avaient-ils été évoqués ici avec la volonté de toujours leur trouver une solution par le haut. Le pari de Sant'Egidio est évidemment risqué, il n'est pas la seule voie à explorer. Mais il existe, et les hommes de bonne volonté ont davantage à le prendre en considération. ■

par Gérard Leclerc



« Comme des lions »

Il est des légendes tenaces. Celle qui concerne le comportement de l'armée française en 39-40 en fait partie. Et pourtant c'est le général Von Reichenau, commandant de la VI^e armée allemande qui a écrit : « En juin 40 les troupes françaises se sont battues comme des lions ».

Donald Runsfeld avait bien compris les raisons pour lesquelles la France avait refusé de s'associer à sa martiale croisade contre l'Irak lorsqu'il ironisait sur « *la lâcheté historique des paniquards de 1940* ». Corps brisé, disloqué, l'armée française, au 24 juin 1940, est entrée dans la légende noire de notre histoire. Légende en ce sens que le spectacle d'une défaite aussi épouvantable cache une réalité historique qui témoigne parfois d'une incontestable grandeur militaire faite d'héroïsme, d'actes de bravoures qui ont souvent laissé l'adversaire admiratif.

En publiant son livre magnifique (1) Dominique Lormier, puisant à de multiples sources notamment dans les archives militaires allemandes, donne à lire une impressionnante mise au point des quarante-cinq jours de combats qui se sont déroulés du 12 mai au 24 juin 1940. Ce ne fut pas, pour l'armée allemande la *simple promenade* complaisamment décrite dans tant d'ouvrages. En six semaines ses pertes quotidiennes furent supérieures à celles de la campagne de Russie du 22 juin au 10 décembre 1941.

Après avoir établi un état comparatif des forces en présence l'auteur décrit l'état d'impréparation de l'armée française malgré le sursaut réalisé par Weygand entre 1931 et 1935, fustigeant la médiocrité des hommes politiques d'alors. L'historien anglais John Week spécialiste des armes écrira : « *La brave et vaillante armée*

française fut lancée au combat avec des armes périmées... indignes des hommes qui les possédaient. » Naturellement le *cas* Gamelin est étudié. Ce général d'une intelligence brillante, d'une incontestable capacité militaire, fit preuve, le moment venu, d'une totale et incompréhensible inaptitude à assumer ses responsabilités. Il fut l'un des grands responsables de la défaite.

Le 10 mai, les Allemands mettent fin à la *drôle de guerre*. Le 12, les 620 panzers du 16^e panzers corps, appuyés par une aviation puissante se heurtent aux 220 blindés, dont seulement 80 modernes, du remarquable général Prioux. L'attaque est bloquée, 164 chars ennemis sont détruits. Le lendemain nouvelle offensive, 500 chars appuyés par l'ensemble des appareils du VIII^e corps de la Luftwaffe se heurtent à la 15^e division d'infanterie motorisée du futur maréchal Juin. Ce sera un échec total, l'artillerie de Juin porte à 214 le nombre de panzers détruits. Les historiens militaires, l'Allemand K. -H. Frieser et le Français Y. Buffetat, concluent, l'un et l'autre, à une double victoire française.

La suite, avec le franchissement de la Meuse par l'ennemi, marque le début de la tragédie. Sept divisions françaises de médiocre qualité, dépourvue de DCA vont affronter les 2000 chars de deux armées allemandes appuyées par 1500 avions. À Sedan la 55^e d'infanterie dotée de... 12 canons antichars est opposée à 3 panzers divisions

dotées de 960 chars. Alors que Gamelin avait été averti de la faiblesse de ses forces par le général Corap commandant le secteur, alors qu'il dispose d'une quarantaine de divisions de première qualité, alors qu'une puissante réserve stratégique existe, le généralissime est incapable d'une réaction. Pas un seul analyste ne lui trouvera la moindre circonstance atténuante. R. Cartier résumera le tout en une phrase terrible « *Pas la moindre cohérence dans la conduite des opérations. On touche au fond de l'absurde ?* »

La suite n'est que la débâcle alternant avec d'énergiques mais limitées contre-attaques et d'admirables actes de bravoure, tel celui des 2700 tirailleurs du 2^e spahis algérien qui, avant d'être anéantis, feront subir à la 1^{re} panzer division selon les archives allemandes, les « *pertes les plus lourdes de la campagne de l'ouest* ».

Parmi d'autres, plus ou moins connus, D. Lormier rappelle les combats de Montcornet de de Gaulle, trop souvent décrits avec dérision, alors que cette action fut, selon les Allemands, « *la seule parfaitement appropriée quant au moment, au lieu et à la direction.* » Cette 4^e division cuirassée, hâtivement constituée, comprenait le 10^e régiment de cuirassés doté d'automitrailleuses armées d'un canon de 25, une arme excellente. Or, la plupart de ceux-ci avaient été sabotés dans les arsenaux sur ordre des dirigeants du parti commu-

niste. Nous étions alors en pleine idylle Hitler-Staline.

Naturellement sera longuement évoquée l'épopée des *cadets* de Saumur, l'exceptionnelle pugnacité et l'ardeur au combat de la 14^e division de de Lattre. Alors que tout s'écroule, le général va de l'avant, bouscule trois divisions ennemies aidé de quelques unités annexes, capture 3 200 soldats ennemis. Au cours de ces combats, le simple soldat Léon Zitronne, future vedette de la TV, sera décoré de la médaille militaire pour *acte de bravoure exceptionnel*.

Sacrifice suprême mais aussi, parfois, suprême déshonneur.

Le 5 juin la 7^e panzer commandée par Rommel se heurte à la 5^e d'infanterie coloniale, la résistance des Sénégalais est admirable, mais, dépourvus d'antichars, ils doivent céder. Rommel, ancien chef de la garde personnelle d'Hitler, ancien instructeur des jeunesses hitlériennes avait composé sa division avec cette jeunesse fanatisée. Des *noirs* avaient tenu tête aux *blonds* aryens, ils allaient le payer cher. Prisonniers, poignets sectionnés, décapités, brûlés vifs, abattus d'une balle dans la tête, que dire du capitaine N'Tchoune, abattu d'une balle, les blindés de Rommel passeront courageusement sur son corps le transformant en une bouillie sanglante. C'est, sans doute, cet héroïque fait d'arme qui a permis à August von Kagenack d'évoquer, avec lyrisme, ces « *divisions de panzers qui caracolent joyeusement loin devant* » lors de la campagne de France.

L'Américain R. A. Daugherty professeur à West Point estime que la France aurait du gagner cette guerre, perdue « *par les magistrales erreurs du commandement* ». Gagner ? Ce qui n'est pas douteux c'est qu'elle avait la possibilité de ne pas la perdre. La conclusion, il faut la laisser à l'Allemand K.-H. Friezer : « *L'effondrement de l'armée française n'est pas à imputer aux soldats mais à leur commandement. Quant on les a engagés à bon escient ces hommes ont toujours donné un exemple étonnant de bravoure.* »

Michel FONTAURELLE

📖 (1) Dominique Lormier - « *Comme des lions* », Calmann Levy, prix franco : 21 €.

29 et 30 octobre

Quelle République sociale pour demain ?

Organisée conjointement par la revue "Cité" et par l'IFCCE (Institut de formation civique et de coopération européenne) dont le président est Luc de Goustine, une session de politique appliquée ayant pour thème « *Quelle République sociale pour demain ?* » aura lieu à La-Chapelle-Saint-Luc (banlieue de Troyes) les 29 et 30 octobre prochains.

Comment projeter une image renouvelée du pacte social républicain dans un monde dont les repères, tant idéologiques que spatio-temporels, ont été profondément bouleversés au cours des vingt dernières années ? Faut-il défendre les conquêtes de 1946 ou leur donner une forme nouvelle ? Que penser de certaine idéologie dominante qui milite, au nom d'une adaptation douce à une globalisation libérale pensée comme indépassable, pour l'émergence d'une sorte de compromis social-libéral ? Quelle démarche de rupture stratégique et intellectuelle imaginer pour renouer avec l'esprit originel de la République sociale ? Le vote du 29 mai peut-il constituer un appui pour la recherche d'un véritable rapport de force au service de l'intérêt général ?

Ces questions seront débattues en toute liberté à partir des interventions de Philippe Arondel, Gérard Filoche et Maurice Braud.

Philippe Arondel, journaliste, chargé de la recherche économique dans un Bureau d'Etudes syndical, auteur de « *La pauvreté est-elle soluble dans le libéralisme ?* ».

Gérard Filoche, inspecteur du travail, animateur du courant « Démocratie et Socialisme » au sein du Parti Socialiste, auteur de « *On achève bien ...les inspecteurs du travail* », ardent défenseur du NON au référendum du 29 mai.

Maurice Braud, membre du Bureau de l'Office Universitaire de Recherches Socialistes (OURS), partisan du OUI au référendum du 29 mai.

Cette session est ouverte à tous mais il est obligatoire de s'inscrire à l'avance pour y participer. Documentation et formulaire d'inscription envoyés sur simple demande (tél. 01.42.97.42.57). Également tous renseignements et possibilité d'inscription en ligne sur le site de l'IFCCE <http://www.ifcce.fr.st>

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 12 octobre -

Magistrat, auteur de nombreux ouvrages d'histoire, **Guy GAUTHIER** vient de publier une biographie de François Mitterrand qui ne peut nous laisser indifférents et qui sera ressentie comme une provocation par beaucoup de socialistes : l'homme qui incarne en 1981 l'espérance du peuple de gauche est présenté comme « **Le Dernier des Capétiens** ».

La formule est attribuée au défunt comte de Paris. Le chef de la Maison de France soulignait souvent la relation singulière que François Mitterrand cultivait avec l'histoire de la nation française et avec la tradition monarchique. Il faisait ressortir le sens profond de la politique extérieure et de la politique de défense nationale menées entre 1981 et 1994. La thèse de notre invité s'appuie sur de nombreux documents et sur des entretiens avec des familiers de l'ancien président. Son interprétation mérite d'être examinée avec soin et mise en

discussion. Nous n'y manquerons pas lors de cette réunion de rentrée.

● Mercredi 19 octobre -

Tous deux directeurs de recherche au CNRS, **Michel PINÇON** et **Monique PINÇON-CHARLOT** sont régulièrement invités à nos soirées du mercredi. De livre en livre, ils nous ont fait découvrir les hautes classes - les gens des *beaux quartiers*, le milieu des *grandes fortunes*, les *nouvelles dynasties* patronales - mais aussi les nouveaux aspects de notre capitale.

Leur nouvelle enquête sociologique, qui fait l'objet d'un ouvrage tout récemment publié, porte sur les « **Châteaux et Châtelains** ». Le sujet fait rêver plus de républicanistes, y compris à gauche, que de militants royalistes. Et beaucoup croient que ces nobles bâtiments ne sont plus que les témoins de pierre d'un passé à jamais révolu. Mais le château ne relève pas seulement de la sauvegarde d'un patrimoine historique, dont l'État a la charge. Les nouveaux riches se font volontiers châtelains car, pour eux comme pour nous, *le château constitue la forme aboutie d'une domination*. Plus de deux siècles après la Nuit-du-4-août, voilà qui donne à penser.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoya@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La peur a changé de camp

Dans le métro parisien, de grandes affiches nous informent de la publication d'un livre dont les médias disent grand bien : « *La société de la peur* », d'un certain Christophe Lambert. Renseignement pris, cet auteur massivement promu est président de Publicis Conseil France et ami de Nicolas Sarkozy.

Comme nous sommes dans le champ de la communication politique, il me paraît de bonne méthode de ne pas lire d'emblée l'ouvrage (1) et de prendre son titre comme slogan ou, au mieux, comme symptôme des représentations mentales de l'oligarchie.

Le thème d'une France apeurée par les « réformes », repliée sur son modèle social, ennemie du risque et affolée par la mondialisation est inscrit depuis belle lurette sur les fiches argumentaires de la classe dirigeante.

Avec d'autres, nous avons dénoncé cette tentative d'intimidation du peuple français, d'autant plus abjecte qu'elle émane de hauts fonctionnaires protégés par leur statut, de capitalistes jouissant de leur fortune, de politiciens plus ou moins corrompus et entourés de gardes du corps, de riches journalistes vivant avec les riches. C'est sans doute faire preuve d'un populisme vulgaire que de rappeler que la promotion de la précarité par le « contrat nouvelles embauches » est faite par Jean-Louis Borloo, propriétaire d'un riad à Marrakech, et que les émoluments du président de Publicis Conseil le mettent à l'abri du besoin.

Inutile d'insister cependant. Le cynisme des oligarques est de

notoriété publique, leur luxe s'étale dans les gazettes spécialisées, leurs techniques de manipulation provoquent de franches rigolades.

Ils croient que nous sommes trop bêtes pour saisir la subtilité de leurs manœuvres et la férocité de leurs appétits. Tragique erreur – de celles qui vous conduisent droit au réverbère ! Les faits et gestes des dirigeants sont scrutés chaque jour, et d'autant plus facilement que ces mes-



sieurs et ces dames adorent se produire sur les écrans de télévision.

Les publicitaires et les journalistes de cour ne comprennent pas qu'ils montent chaque jour des spectacles obscènes – dont ils font partie. Ils ne voient pas que notre *problème* – celui des « gens », celui des « beaufs » – ce n'est plus la peur mais la haine qui menace de nous emporter et qui ferait échouer la révolution démocratique à accomplir.

La classe dirigeante ne voit rien, ne comprend rien mais elle sent le danger. Sa peur est encore diffuse, elle la refoule lorsqu'elle se laisse surprendre par

un vote de rejet, par un mouvement de colère, par l'effet d'un scandale qu'elle n'a pas su camoufler.

La peur a changé de camp. Le phénomène est manifeste depuis le soir du 29 mai dernier. La violence inouïe de la réaction des partisans de la « Constitution », succédant aux folles insultes dont ils nous ont accablés pendant la campagne, ne tient pas à l'échec d'un projet de traité qui n'avait pas passionné l'oligarchie pendant les discussions préparatoires. L'échec du référendum a été ressenti comme le signe d'une remise en cause radicale d'une classe dirigeante désormais privée de ses alibis. Lorsque Jean-Marie Le Pen servait d'instrument grossier et inefficace à la protestation populaire, les oligarques pouvaient se nimer de morale démocratique. Ils sont maintenant confrontés à un rejet politique, durci par la lutte de la classe des salariés contre la caste possédante. Celle-ci devine qu'elle ne doit pas se préparer à une alternance tranquille, avec pertes provisoires de postes et de prébendes heureusement compensées par de confortables situations dans le secteur privé : c'est l'ensemble du système oligarchique qui est menacé. Non seulement la direction de l'UMP, les chiraquiens, François Hollande et sa fraction, mais aussi les patrons du Medef, les éditorialistes et les experts médiatiques, les féodalités régionales et municipales, diverses clientèles organisées en maintes officines...

La peur de perdre, de tout perdre, gagne le petit monde de privilégiés. Elle va paralyser les esprits, déjà en proie au déni de réalité, et nouer les ventres. Pour l'insurrection qui se prépare, sachons raison garder.

Bertrand RENOUVIN

(1) Nous en ferons la critique dans un prochain numéro.